

L'institution du mariage se porte très bien

♦ Ils étaient plus de 4.000, hier, à venir faire un tour au patinoir de Sainte-Foy dans le cadre du 2e Salon du mariage et de la maison. Et à en juger par les commentaires glanés ici et là et l'affluence aux stands et aux défilés de mode, force est de constater que l'institution du mariage se porte à merveille. Les chiffres sont d'ailleurs là pour le prouver: \$370 millions dépensés en 1986. Notre journaliste Normand Provencher explique.

Page A-3



Construction dans l'Est du Québec 87: année record!

♦ Malgré des prévisions pessimistes faites au début de 1987, les régions de Québec et l'Est de la province ont connu une excellente année dans l'industrie de la construction à l'image de la tendance observée au niveau provincial. Selon le relevé effectué par une équipe du SOLEIL auprès d'une centaine de municipalités, la valeur des permis de construction émis est à la hausse pratiquement partout.

par Yves THERRIEN

Dans la région de Québec, le nombre des mises en chantier a augmenté de 25 pour 100

pour les neuf premiers mois de 1987, une année encore meilleure après la très bonne performance de 1986. Uniquement pour la Communauté urbaine de Québec, la valeur des permis émis en 1987 dépasse largement celle de 1986, une différence de \$154 millions. Il faut toutefois s'attendre à un ralentissement dans le secteur des logements multiples en 1988, note la CCQ. L'activité sera encore intense dans les

Lire A-2, Construction...

Les détails aux pages B-1 à B-3



LE SOLEIL

LUNDI 18 JANVIER 1988
QUÉBEC, 92e année, no 20

46 pages, 3 cahiers + 1 tabloid

Livraison à domicile (7 jours) 3,00\$

Iles de la Madeleine-Gaspé-Rivière-au-Renard-Perce-Abitibi 50¢

35¢



L'AUTOMOBILE



L'Audi 90 quattro. Elle s'insère entre la 4000 qu'elle remplace et la 5000.

Le Salon de l'auto

♦ Le plus grand Salon de l'auto au pays fête ses 20 ans. Ouvert depuis jeudi dernier, le Salon de l'auto de Montréal expose 450 véhicules dont plusieurs modèles futuristes. Mais aussi, des grosses bagnoles d'il y a 20 ans. Notre journaliste Robert Fleury l'a visité.

Cahier C

ROBERT FLEURY



LE SPORT



Filion s'est fait brasser

♦ Depuis l'éprouvant épisode André Savard, le directeur général Maurice Filion est devenu méfiant, morose, renfrogné, peu enclin à échanger avec la presse. Ce qui n'a rien arrangé, c'est que son club a continué à donner sérieusement de la bande après le changement d'entraîneur. Un redressement pénible annonçant d'autres moments difficiles. Filion ne le dit pas. Mais il passe une saison épouvantable jusqu'ici.

Page 5

CLAUDE LAROCHELLE



L'ÉCONOMIE

Consommateurs essouffés et entreprises de détail souffrantes

♦ Les consommateurs québécois ont dépensé éperdument dans les magasins, durant les quatre dernières années. En plus de liquider leurs épargnes, plusieurs se sont même endettés tout au long de cette période faste. Les magasins de détail commencent à ressentir durement le contrecoup. Un spécialiste suggère d'éviter d'investir dans les actions de compagnies appartenant au secteur du commerce de détail.

Page B-6

MARC LESTAGE



Les élections en Haïti Boycottage massif et plusieurs irrégularités

♦ PORT-AU-PRINCE (AFP, PC, AP) - Les Haïtiens ont massivement refusé hier de participer aux élections organisées par le gouvernement civilo-militaire, boycottées par l'opposition et qui ont été par ailleurs entachées de très nombreuses irrégularités.

Les résultats de ces élections ne seront pas disponibles avant aujourd'hui.

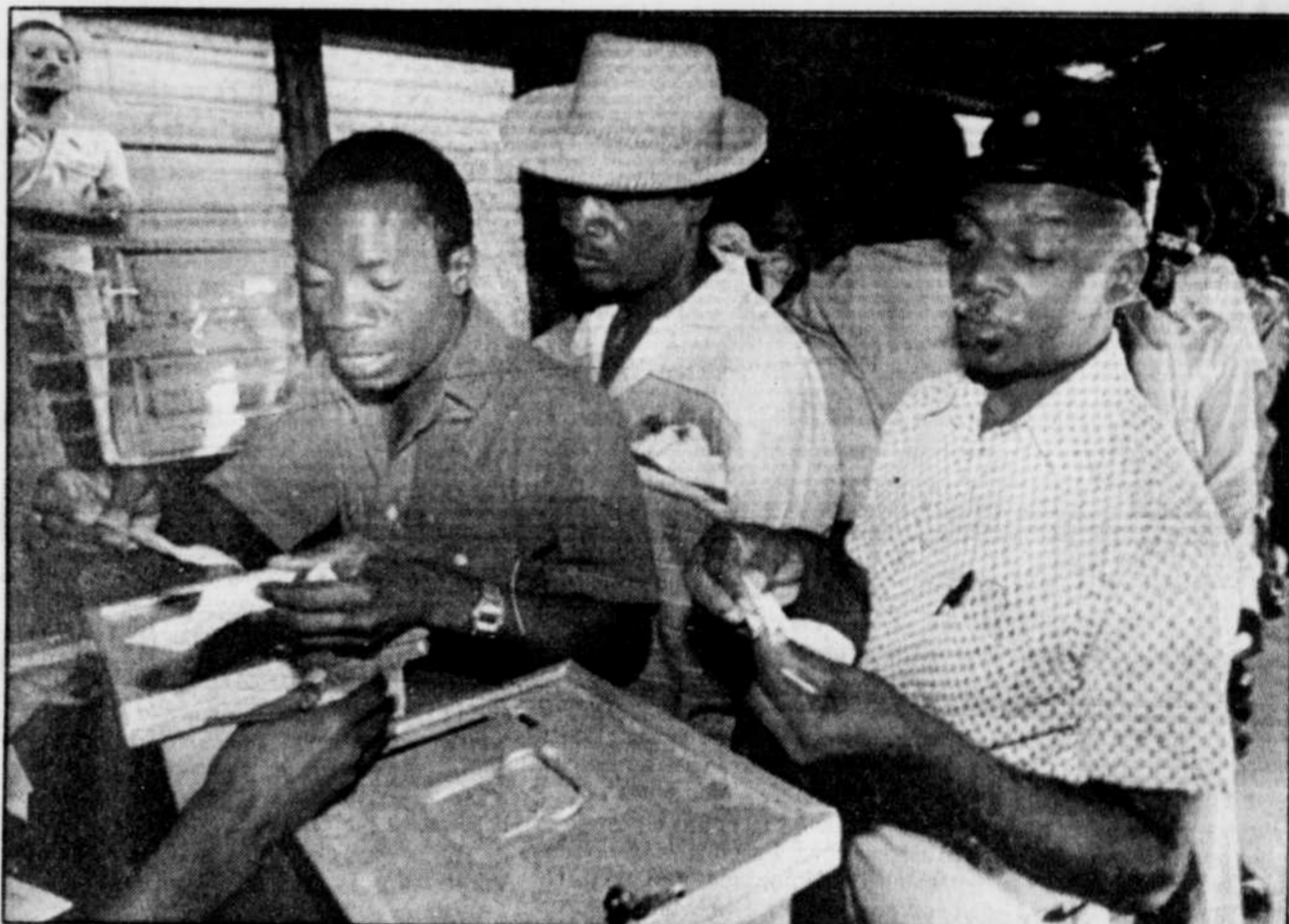
Il était impossible hier soir d'établir le pourcentage de ceux qui se sont rendus voter pour la simple raison qu'il n'existe pas de listes électorales.

À Port-au-Prince, les électeurs qui se sont présentés en très petit nombre dans les bureaux de vote et dont l'identité n'était pas vérifiée, ne disposaient pas d'isoloirs et leurs bulletins étaient très souvent dépliés par les responsables électoraux avant d'être mis dans les urnes. Dans certains cas, ceux-ci faisaient au fur et à mesure le décompte des voix de chaque candidat. Certains travailleurs d'élections remplaçaient parfois les bulletins présentés par les électeurs par des bulletins d'un autre candidat. Des journalistes ont dit avoir vu des enfants voter plusieurs fois.

Dans le bureau de vote situé dans la mairie de Port-au-Prince, des électeurs se précipitaient, sitôt après avoir voté, à un puits situé à quelques mètres seulement, pour se nettoyer le

Lire A-2, HAÏTI...

Un honte disent les Haïtiens de Montréal (A-2)



À Port-au-Prince, les électeurs qui se sont présentés en très petit nombre dans les bureaux de vote et dont l'identité n'était pas vérifiée, ne disposaient pas d'isoloirs et leurs bulletins étaient très souvent dépliés par les responsables électoraux avant d'être mis dans les urnes.

Pour faire l'indépendance Parizeau réclame un chèque en blanc



« Le PQ est souverainiste. Une fois élu, il a mandat de procéder, un point c'est tout », a tenu à préciser M. Jacques Parizeau, hier, à Montréal, lors du lancement de sa campagne pour diriger le PQ.

♦ MONTREAL - Si M. Jacques Parizeau en devient le chef, un vote pour le Parti québécois devra être interprété comme mandat de « préparer » l'indépendance du Québec. Une fois au pouvoir, M. Parizeau se réserve cependant l'entière liberté de définir et de modifier, au gré des circonstances, la façon d'y accéder.

par Michel DAVID

En fait, c'est pratiquement un chèque en blanc qu'a réclamé M. Parizeau, hier après-midi, devant les quelque 500 militants, enthousiastes mais sans euphorie, qui assistaient au lancement de sa campagne au leadership, dans un sous-sol d'église du comté de Mercier.

Celui que M. Camille Laurin a présenté comme « le futur et premier président de l'Etat souverain du Québec » a clairement indiqué qu'il refusait de « s'encarcanner dans un cheminement obligé » vers la souveraineté. « Le PQ est souverainiste. Une fois élu, il a mandat de procéder, un point c'est tout », a-t-il déclaré.

Un certain étapisme

M. Parizeau a évoqué différents scénarios possibles. Un gouvernement dirigé par lui pourrait ainsi réclamer le rapatriement de certains pouvoirs, comme la politique familiale ou le développement régional, quitte à procéder à des référendums sur ces questions. Ce qui constitue une forme d'étapisme.

En cas de tension plus aiguë avec Ottawa, il pourrait aussi déclencher des élections générales précipitées, comme M. Jean Lesage l'avait fait, en 1962, pour nationaliser l'électricité.

Lire A-2, PARIZEAU...

SUR LA COLLINE PARLEMENTAIRE

Et Pauline Julien tricotait calmement...

♦ Pendant que Bernard Landry tentait de faire croire que le Québec vivait hier une autre journée historique avec le lancement de la campagne de Jacques Parizeau, Pauline Julien tricotait calmement. Et elle n'a pas échappé une maille pendant le « strip-tease » de « Monsieur » sur la souveraineté. Les vieux militants de l'indépendance en ont vu d'autres...

Page B-4

J-JACQUES SAMSON



LE SOMMAIRE

Annonces classées	C-7 à C-12
Arts	B-7 et B-8
Bridge	C-11
Crayons de soleil	C-13
Décès	C-14
Editorial	B-4
Horoscope	C-11
Monde	A-6 à A-8
Mots croisés	C-11
Mot mystère	C-8
Où aller à Québec	B-6

LA MÉTÉO

Neige, 5 à 10 cm. Maximum de près de 0. Demain: du soleil avec des nuages.

Détails, page C-7



M. Sylvio Claude, un des principaux candidats aux élections avortées de novembre dernier et qui ne participait pas à celles d'hier, a accusé le gouvernement d'obliger les gens à voter contre leur gré. Sur le poster derrière lui, on reconnaît le pasteur américain Martin Luther King.

HAÏTI...

doigt marqué à l'encre rouge pour revenir voter une nouvelle fois.

Ce manège s'est même poursuivi sous les regards du favori dans la course à la présidence, M. Leslie F. Manigat, du Rassemblement démocratique national progressiste, qui faisait la queue pour aller voter.

Des bulletins étaient distribués devant les centres de vote par les partisans de certains candidats - en majorité ceux du centriste Leslie Manigat, et de M. Frank Romain, qui brigue la mairie de la capitale, qu'il a déjà occupée à la fin du régime Duvalier.

Avantages

En conformité avec la loi électorale, les candidats ont dû en effet faire imprimer et distribuer eux-mêmes leurs bulletins, ce qui, selon les commentateurs, a avantage ceux qui avaient le plus de moyens matériels.

M. Manigat, par exemple, a déclaré que la semaine dernière il avait distribué plus de quatre millions de bulletins, alors qu'il n'y avait que 2,6 millions d'électeurs admissibles en Haïti. M. Manigat a toutefois affirmé hier qu'il n'avait à aucun moment demandé à ses partisans d'acheter des votes. Il a indiqué qu'il y a toujours quelques irrégularités dans toute élection, qu'elle se déroule au Canada, en France ou ailleurs.

L'ambassade du Canada à Port-au-Prince a refusé de commenter le processus électoral, préférant laisser ce soin à Ottawa.

Les rues de la capitale désertées par les habitants et hérissées de barricades érigées par les militaires ont été sillonnées par les camions et les blindés de l'armée. Les soldats ont surveillé également les bureaux de vote sans y pénétrer ni exercer aucune pression apparente.

Selon les correspondants des radios locales l'abstention a également été très élevée en province où le vote s'est déroulé selon les mêmes procédés. Dans le nord du pays la participation a été toutefois plus élevée.

Pour la première fois après près de 30 ans de dictature de François Duvalier puis de son fils Jean-Claude et son remplacement le 7 février 1986 par un Conseil national de gouvernement (CNG) provisoire présidé par le général Henri Namphy, les Haïtiens étaient appelés à élire un président.

Parmi les onze candidats présidentiels, MM. Grégoire Eugène, Hubert de Ronceray, Gérard Philippe-Auguste et M. Manigat, qui se présentent tous comme centristes modérés, étaient donnés comme favoris avant le début du scrutin.

Il s'agissait également d'élire 77 députés et 27 sénateurs ainsi que les membres des conseils municipaux.

Processus « sincère »

M. Manigat a estimé que les irrégularités constatées « n'affectent pas la sincérité du processus électoral », précisant que le vote de l'électeur était respecté et qu'on n'avait pas cherché à « remplir les urnes ».

La veille M. Eugène avait affirmé que les chefs de sections rurales,



Les quatre principaux candidats à la présidence haïtienne aux élections d'hier. De gauche à droite: Gérard Philippe-Auguste, Hubert De Ronceray, Grégoire Eugène et Leslie Manigat.

Les Haïtiens de Montréal s'entendent pour condamner les élections d'hier

♦ MONTRÉAL (PC) - Branchés sur les radios communautaires ou sur des stations étrangères captées sur ondes courtes, les Haïtiens de Montréal ont réagi sans surprise, parfois avec honte, mais surtout en condamnant unanimement les élections tenues hier dans leur pays malgré un très large mouvement d'abstention.

par Michel VENNE

L'heure était aux pronostics: « Si Manigat (le candidat duvalériste qu'on disait hier nommé d'avance comme président par la junte) est élu, dit l'un d'entre eux, nous assisterons à la réédition revue et corrigée de l'époque Duvalier. Les expulsions, les meurtres, les disparitions et les exils forcés reprendront ».

« Le peuple se soulèvera, dit un autre. Sa colère a monté graduellement. Il a essayé tous les moyens pour parvenir à la démocratie. Je crois qu'il faudra s'organiser et prendre les armes ».

Nous discussions à bâtons rompus au centre de la nef de l'église Saint-Édouard, rue Saint-Denis, où venait d'être célébrée une grande messe oecuménique en solidarité avec le peuple haïtien, à laquelle ont assisté quelque 500 personnes.

auxiliaires de l'armée, avaient reçu comme instruction de « faire voter Manigat ».

Un des quatre principaux ex-candidats présidentiels et leaders de l'opposition, M. Marc Bazin, a estimé que le taux de participation n'atteindrait pas « cinq à dix pour 100 » et qu'on « assisterait à des contestations sur la légitimité d'un pouvoir issu d'une farce électorale sans précédent ».

La peur

Si l'appel à l'abstention lancé, d'une façon ou d'une autre par l'opposition, les Églises catholique et protestante et de nombreuses organisations a été écouté, la peur a également dissuadé les électeurs qui ont gardé en mémoire les massacres perpétrés par les néodualistes qui avaient conduit à l'annulation du scrutin prévu pour le 29 novembre.

Trente quatre personnes au moins avaient alors été tuées à Port-au-Prince par des commandos armés alors qu'elles étaient en train de voter, sans que l'armée intervienne.

Ces événements et le remplacement d'un Conseil électoral provisoire par un autre nommé par le pouvoir avaient conduit les quatre principaux candidats présidentiels d'alors, regroupés depuis en un Comité d'entente démocratique, à refuser de participer au nouveau scrutin qualifié d'inconstitutionnel.

Le gouvernement américain avait pour sa part coupé son aide économique autre qu'humanitaire à Haïti. Jeudi le porte-parole du département d'État, M. Charles Redman, avait indiqué qu'il appartenait au peuple haïtien de se prononcer sur la crédibilité des élections.

Vendredi le général Namphy avait invité la population à participer au vote qui devait, selon lui, « générer l'instauration de la paix et la stabilité ».

La célébration, qui s'est déroulée en créole, un drapeau haïtien ornant l'autel, s'est terminée avec l'hymne national d'Haïti « Mourir est beau pour le drapeau, pour la patrie ». Un chant vibrant, entonné par les fidèles qui se tenaient tous par la main, formant une grande chaîne.

Dans son homélie, le prêtre Maurice Hollant, de la mission catholique Notre-Dame d'Haïti, qui dessert l'ensemble de la communauté haïtienne montréalaise, a lancé un message d'espoir.

« Avec la persévérance et la solidarité, Haïti redeviendra la perle des Antilles et cessera d'être le pays le plus pauvre de l'hémisphère nord ».

Moins impuissants

À l'autre bout de la ville, dans une salle du cégep Maisonneuve, quelque 250 Haïtiens s'étaient réunis « pour se sentir moins impuissants devant le sort réservé à notre peuple ».

Des petits groupes étaient formés autour de radios portatives, pendant que les représentants de diverses associations de leur communauté dénonçaient sur l'estrade la « mascarade » des « élections bidon » d'hier.

« Il n'y a pas d'élections en Haï-

ti aujourd'hui, il s'agit d'une nomination », dit M. Serge Jovin, membre du Front national de concertation haïtien, le parti de M. Gérard Gourgue, l'un des quatre candidats favorisés à la présidence lors des élections ratées du 29 novembre, et qui ont refusé de participer au scrutin d'hier.

« Cette élection est une manœuvre anti-constitutionnelle, c'est une trahison aux institutions démocratiques internationales. Ceux qui votent aujourd'hui ne sont pas représentatifs du peuple haïtien », dit-il.

« Le peuple haïtien mourra s'il le faut pour la démocratie », affirme M. Jovin, qui n'exclut pas que le peuple puisse prendre les armes éventuellement pour recouvrer ses droits.

« On peut s'attendre à une rébellion armée, dit-il. C'est pour ça qu'on dit aux pays dits amis, comme le Canada, de condamner le régime actuel, et de soutenir les candidats qui lui sont opposés. Ils constituent une alternative libérale et pacifique pour la transition entre le duvalisme et la démocratie ».

Contacts radio

Sur les ondes de Radio-Centre-Ville, pendant ce temps, on annonçait que des journalistes avaient été

emprisonnés à Port-au-Prince, et que certains des candidats les plus en vue aux élections d'hier dénonçaient à leur tour les irrégularités du processus électoral.

Cette radio communautaire multilingue de Montréal a consacré 12 heures de sa programmation d'hier à la situation haïtienne et semble avoir joué le rôle de plaque tournante de l'information pour les Haïtiens de Montréal.

Dans ses locaux exigus du boulevard Saint-Laurent, une quinzaine d'entre eux dévisageait sur la situation politique dans leur pays, pendant que les lignes téléphoniques réservées aux auditeurs ne dérougissaient pas.

Plus tard, les correspondants de la radio à Port-au-Prince devaient rendre compte en direct des événements sur place. On devait s'entretenir également avec les candidats d'hier, et ceux de l'opposition.

La radio prévoyait hier après-midi que le scrutin allait être annulé avant la fin de la journée. « Personne ne croit à ces élections, explique Franklin Ulysse, un membre de l'équipe haïtienne de la radio. Il n'est pas possible de reconnaître un gouvernement qui aura été élu avec seulement 5 ou 7 pour 100 de l'électorat, surtout que ceux qui votent sont payés pour le faire ».



Le général Henri Namphy, qui gouverne Haïti depuis le départ de Jean-Claude Duvalier, a déposé son bulletin de vote à Port-au-Prince.

SUITES de la première page

Construction...

secteurs commercial, industriel et du génie en raison des nombreux projets à venir et en voie de réalisation.

Pour l'ensemble de la province, la valeur des immobilisations a atteint \$10 milliards en 1987 (valeur du \$ de 81), une hausse de 11 pour 100 sur 1986. La SCHL pour sa part rapporte que les mises en chantiers pour les centres urbains de 10,000 habitants et plus ont totalisé 66,721 unités de logement en 1987, une hausse de 26,7 pour 100 sur 1986. La Commission de la construction a noté 101,2 millions d'heures travaillées en 1987; les prévisions pour 1988 sont de 95 millions d'heures. L'année record fut 1975 avec 155 millions d'heures travaillées.

Revenant à nos régions, notons que sur la Rive-Sud de Québec, les 15 villes des MRC Desjardins et Chutes-de-la-Chaudière, les résultats sont aussi excellents: 400 permis de plus qu'en 1986 pour une valeur supérieure de \$32 millions aux données antérieures. Pour certaines villes, la construction est demeurée stable tandis que dans certaines autres on emploie l'expression « année du tonnerre », notamment dans le cas de St-Jean-Chrysostôme qui ressemble à un véritable chantier avec ses 323 nouvelles unités de logement même si au total Lauzon la devance avec 421 unités. Lauzon, Breakeyville et Saint-Rédempteur ont aussi connue une année exceptionnelle en doublant la valeur des permis accordés. A Lévis, par contre, moins d'unités de logement ont été réalisées en 1987 même si la ville a connu le plus fort accroissement du nombre de résidences unifamiliales.

Un sommet a été atteint dans les cinq principales villes de la Beauce, soit Saint-Georges, Sainte-Marie, Saint-Georges-Ouest, Beauceville et Saint-Joseph. La valeur des permis a augmenté de 31 pour 100 par rapport à l'année précédente même si l'on a enregistré une baisse dans le nombre des permis. La plus forte augmentation en valeur et la seule augmentation du nombre des permis ont été enregistrées à Saint-Georges.

Sur la Côte-du-Sud, après l'épreuve de la dernière récession économique, le vent semble vouloir changer. Montmagny a connu une année extraordinaire avec des investissements de plus de \$7 millions dans les secteurs commercial et industriel. Un projet de \$75 millions, la venue probable de Minitel, soulève de nouveaux espoirs. Tandis que la valeur des permis doublait à Saint-Jean-Port-Joli, Saint-Pamphile enregistrerait une chute de plus de \$1 million.

L'année aura été tout aussi bonne dans l'Est du Québec malgré les prévisions d'un ralentissement dans le domaine de la construction

résidentielle en 1988. Ainsi presque toutes les municipalités importantes de la Côte-Nord, du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie ont enregistré une augmentation de la valeur des permis de construire. Il y a certaines exceptions, notamment à Baie-Comeau qui a enregistré une chute de \$16 millions dans la valeur des permis émis; Port-Cartier avec une baisse de \$31,2 millions, Trois-Pistoles un recul de \$1 million.

Dans Portneuf, les municipalités de Donnacona et Pont-Rouge ont connu une forte croissance tandis que Saint-Raymond conservait le même rythme de développement. Dans Charlevoix, la construction de maisons unifamiliales a légèrement diminué et, même si les principales municipalités parlent d'une performance normale, on assiste dans l'ensemble à une baisse.

Dans l'Amiante, Thetford-Mines a connu sa meilleure année depuis le début des années 80 alors que Black-Lake et Disraeli n'ont pas réussi à reprendre le dessus. Dans Lotbinière, seul Laurier-Station a connu une performance exceptionnelle. Il ne s'était pas bâti autant d'unités de logement depuis 1970. Enfin, dans la région des Bois-Francs, l'habitude des bonnes performances est contagieuse. Après Arthabaska en 1986, l'industrie de la construction connaît des heures de gloire à Princeville et Plessisville.

PARIZEAU...

La stratégie pourra être différente, les étapes plus ou moins nombreuses selon que le PQ serait élu avec 40, 45 ou 55 pour 100 des voix, a-t-il expliqué. La seule assurance qu'il a donnée est que « la souveraineté se fera à partir de règles démocratiques ».

Quel que soit la démarche retenue, M. Parizeau a assuré, en conférence de presse, qu'il n'est pas question de proclamer l'indépendance du jour au lendemain, même si le PQ était élu avec une majorité de voix. Dans les toutes hypothèses, une ultime consultation permettra à la population de se prononcer avec la séparation définitive. Cette consultation prendrait alors la forme d'un référendum sur l'éventuelle constitution d'un Québec indépendant.

Dans ces conditions, M. Parizeau refuse de dire qu'un vote pour le PQ sera nécessairement un vote pour l'indépendance. « Il n'y aura pas de souveraineté à l'entrée des bureaux de scrutin », a-t-il lancé. Dans ce qui a toutes les apparences d'un clin d'oeil aux « bleus » qui appuyaient M. Pierre Marc Johnson, il a suggéré que plusieurs pourraient voter PQ « parce qu'il sont viscéralement incapables de voter rouge ».

Chose certaine cependant, le PQ ne cachera pas ses couleurs. « Il

doit être souverainiste avant les élections, pendant les élections et après les élections », a déclaré M. Parizeau.

Négocier avec le Canada

Le traité d'union entre la souveraineté politique du Québec et l'association économique avec le reste du Canada est maintenant chose du passé, avec ou sans traité de libre-échange avec les États-Unis.

La situation qui avait amené M. René Lévesque à souder les deux propositions a changé, estime M. Parizeau. Il ne veut plus de cette « épée de Damoclès » qui permettait au Canada de faire chanter le Québec en le menaçant d'isolement.

Avec le libre-échange, la Saskatchewan aurait la même importance pour le Québec que le Nebraska, a-t-il ironisé. Même sans libre-échange, « le traité d'union saute de toute façon », dit-il.

M. Parizeau a quand même indiqué qu'il y aura des choses à négocier avec Ottawa. « Même si on n'aura pas à négocier un cadre de libre-échange intra-canadien comme ça a été le cas pendant longtemps, il y a quand même des tas de discussions à avoir. Pensez simplement au partage des actifs et des dettes. Entre gens raisonnables, il le faut, on ne peut pas faire autrement », a-t-il expliqué.

Vivre en français

La principale raison pour laquelle les Québécois devraient créer leur propre État est d'avoir « la possibilité de vivre une vie normale en français » estime l'ancien ministre des Finances. Dans son esprit, l'adoption de la loi 101 leur a montré comment cela était possible, mais sa mise en « lambeaux » par les tribunaux a aussi démontré que cela était impossible sans la souveraineté.

Sans État souverain, les Québécois seront également incapables de « bâtir une société qui corresponde à leurs idéaux de justice, d'équilibre et même de compassion », a ajouté M. Parizeau.

Selon lui, un Québec indépendant pourrait finalement « déboucher sur une croissance économique bien plus forte que celle des dernières années » et créer des emplois plus nombreux et mieux rémunérés. D'ailleurs, « beaucoup de gens d'affaires commencent à s'apercevoir que l'adversaire, c'est Toronto ».

« Retrouvez vos manches, on va aller chercher le pouvoir pour réaliser la souveraineté », a lancé M. Parizeau aux militants péquistes. Vous allez en travailler un coup, ça je vous le promet. Le PQ traversant actuellement la pire crise financière de son histoire, il leur a aussi demandé de faire un effort particulier pour « aller chercher un peu de pognon » durant la campagne de financement qui débute aujourd'hui même.

Un incendie détruit une résidence de Sillery

◆ Un incendie a détruit hier après-midi une résidence unifamiliale située au 1940, boulevard Saint-Cyrille à Sillery. Les pertes s'élevaient à \$100,000.

par Isabelle JINCHEREAU

La maison de pierre d'un étage était innocente lorsque l'alerte a été donnée par un voisin, vers 16h. À l'arrivée des policiers-pompiers de Sillery, une dense fumée noire s'échappait des orifices de la résidence, ce qui laisse croire que le feu a couvé longtemps.

Une voisine, qui passait sur la rue vers 14h, avait bien remarqué que les fenêtres s'étaient obscur-

cies. Mais elle a tout bonnement cru qu'elles étaient sales.

Le propriétaire, M. Joseph Dorval, n'a appris la nouvelle qu'une heure après l'arrivée de la vingtaine de pompiers. Il a alors rassuré son fils, qui croyait que son frère était resté prisonnier au sous-sol.

La tâche ne fut guère facile pour les hommes du capitaine Michel Fiset, incapables de franchir le brasier en raison de la chaleur et

qui ont dû faire appel à l'équipement respiratoire des pompiers de Sainte-Foy et de Québec pour venir à bout du feu.

En effet, la police de Sillery ne possède que huit appareils respiratoires, qui permettent chacun aux pompiers de manoeuvrer une vingtaine de minutes dans la fumée. Hier, on a donc emprunté plusieurs bombonnes d'oxygène à la police de Sainte-Foy tandis que la

voiture M-1, de la brigade d'incendie de Québec, allait elle aussi livrer un peu de matériel à l'équipe.

Deux véhicules de patrouille de Sainte-Foy ont également renforcé les barrages établis sur cette artère achalandée, envahie par une foule de curieux. M. Fiset a beaucoup apprécié l'aide fournie par ces deux municipalités. Tout indique que l'incendie aurait pris naissance dans la chambre à fournaise située à l'arrière de la maison.◆



La Société, Gilles Fréchette



Pendant une heure, le fils de M. Dorval a cru que son frère était resté prisonnier dans la maison.



La Société, Gilles Fréchette

Les policiers-pompiers de Sillery couraient littéralement les bombonnes d'oxygène, hier, pour combattre l'épaisse fumée. L'incendie les a tenus en haleine pendant au moins huit heures.

4,000 personnes au Salon du mariage On magasine le « plus beau jour de sa vie »



◆ Les deux limousines blanches avec leurs rubans roses captent les regards dès votre arrivée. Tout de suite, l'image sème le rêve dans l'esprit des jeunes couples qui pénètrent dans l'établissement où ils vont, main dans la main, magasiner le « plus beau jour de leur vie ». Mais pour plusieurs, cette journée risque également de s'avérer l'une des plus onéreuses de toute leur existence!

par Normand PROVENCHER

Ils étaient plus de 4,000, hier, à venir faire un tour au patinodrome de Sainte-Foy dans le cadre du 2e Salon du mariage et de la maison. Et à en juger par les commentaires glanés ici et là et l'affluence aux stands et aux défilés de mode, force est de constater que l'institution du mariage se porte à merveille. Les chiffres sont d'ailleurs là pour le prouver : \$370 millions dépensés en 1986.

Dans ce marché des amoureux où tout est mis en oeuvre pour que votre mariage ne ressemble pas à

une réunion de la chambre de commerce, les actions se négocient à la hausse.

Pour l'arrivée à l'église, par exemple, vous pouvez louer une limousine Dynasty, avec chauffeur, télévision, vidéo et système de son pour \$75 de l'heure. Si vous habitez en région, la Beauce par exemple, ce service montera à environ \$275. De quoi faire écarquiller bien des yeux sur le perron de l'église...

Les nostalgiques préféreront peut-être une automobile antique, accessible pour \$175. De leur côté, les romantiques jeteront leur dévolu sur un carrosse tiré par un cheval, dont la location peut varier entre \$350 et \$500, selon le lieu du mariage. Avec, si vous le désirez, une cage avec deux colombes, pour \$150. « C'est très en demande, souligne la préposée au kiosque. Les gens recherchent l'originalité ».

Moyenne de \$10,000

Pour la postérité, les services d'un photographe s'avèrent indispensables. Un album digne de mention peut aller chercher dans les \$500. Quant au film-vidéo, de plus en plus populaire, il faut compter quelque \$300 pour la journée.

Il faut également le dire avec des fleurs. Quelque chose comme \$200 à \$250 pour le bouquet de la mariée, la boutonnière et les « centres de table ». « L'an passé, nous avons vendu pour \$5,000 de fleurs pour un seul mariage, confie un vendeur. Le couple avait les moyens, il se promenait en hélicoptère... »

A ne pas oublier également, les faire-parts, la location de la salle, les frais religieux, les services d'une disco-mobile, le repas, le gâteau de noces, les ballons, la lune de miel et, au retour, les cartes de remerciements. Et, bien sûr, le « plat de résistance » : les vêtements et les alliances. Un duo qui fait fort mauvais ménage avec les contraintes budgétaires.

« En moyenne, avec les accessoires, la mariée doit déboursier entre \$700 et \$800, révèle un vendeur. Presque autant pour le marié. Certaines femmes vont même jusqu'à dépenser \$2,000. » Quant aux alliances, un autre commerçant souligne que la plupart des mariés déboursent en moyenne \$500 chacun.

Au total donc, « difficile de s'en sortir pour moins de \$5,000 », mentionne-t-on. Et selon les études, la note moyenne de la journée monte à \$10,000. Ce qui est quand même

loin des mariages de la fille de Paul Desmarais (\$250,000) et de René Simard (\$100,000)...

« C'est beaucoup plus cher qu'on pensait mais ça vaut la peine », lance Hélène Lafrance et Benoît Archambault qui s'attendent à déboursier environ \$5,000 pour leur mariage auquel participeront 250 personnes. « Six mille dollars avec les alliances », corrigent-ils, en ajoutant qu'il n'ont pourtant pas fait d'extravagances.

Des cours bientôt obligatoires

À mille lieux du stand de matelas ou de celui consacré aux objets de cuisine (« Faites l'amour pas la vaisselle », peut-on y lire...), celui consacré aux cours de préparation au mariage retient l'attention. Ilot spirituel au centre d'un océan de biens matériels.

Qu'on le veuille ou non, ces cours pourraient devenir obligatoires très bientôt à travers la province pour les futurs mariés. Déjà, certaines paroisses se montrent intransigeantes à cet égard, ce qui n'a pas toujours l'heur de plaire à tous, comme ce couple de Québec qui ne veulent pas y prendre part.

« Je ne veux pas payer pour ça », souligne le futur marié. Sa mère de poursuivre : « Il ne faut pas forcer les gens à suivre le cours. Ça ne veut pas dire que le mariage va durer plus longtemps. »

« L'archevêque de Québec suggère fortement que tout couple qui se marie à l'église suive le cours, reprend Mme Monique Dionne, dans le domaine depuis 13 ans. Dans beaucoup de diocèses, c'est effectivement obligatoire et ça pourrait s'étendre à d'autres endroits avec les années. »

Mme Dionne ne comprend pas la réticence des jeunes à s'engager dans cette démarche. « On dirait qu'ils ont peur, qu'ils sont sur la défensive, poursuit-elle. Tu ne vas pas raconter ta vie dans ces cours, pas plus que c'est une dynamique de groupe. Ils te permettent simplement de jeter un regard plus profond sur ton projet de mariage. »

« L'Église se rend compte de plus en plus de sa responsabilité vis-à-vis les gens qu'elle unie. Elle a donc le droit d'avoir des exigences », croit-elle.

« Est-ce que le mariage tient à la robe blanche ou à la limousine? On a du temps pour magasiner ça, mais bizarrement, on en trouve pas pour se regarder soi-même en profondeur », conclut-elle.◆



Est-ce que le mariage tient à la robe blanche ou à la limousine? Dans tous les cas, l'une et l'autre coûtent cher. Ainsi en moyenne, la robe de mariée et les accessoires sont évalués à quelque \$750. Et le luxe de la limousine blanche se loue \$75.00 l'heure.

Les promoteurs immobiliers s'arrachent les personnes âgées

Une retraite dorée...à tout prix

◆ Si les personnes vieillissantes du quartier Montcalm n'avaient déjà l'embarras du choix pour trouver où se loger, les promoteurs du Manoir Manrèse, situé à l'extrémité nord de l'avenue Murray à Québec, se chargent d'ajouter un autre volet à leur éventail.

par Andrée ROY

Les gens du troisième âge des alentours seront en effet conviés, un dimanche à toutes les trois semaines environ, à une journée « portes ouvertes » assortie d'une conférence sur un thème cher aux aînés : voyages, alimentation, sécurité financière, activité physique. Hier après-midi, le docteur Gilles Lapointe est venu entretenir un auditoire d'environ 150 personnes âgées sur « L'art de vieillir sainement ».

Dans le corridor attenant à la salle, deux femmes distribuaient les dépliants et les explications sur le Manoir Manrèse, « immeuble haut de gamme pour personnes préretraitées et retraitées autonomes... et en moyens. Les « portes ouvertes » mensuelles sont mises sur pied pour distraire les locataires actuels du Manoir Manrèse. Mais elles doivent également permettre le recrutement d'une clientèle pour la Phase II, admet la di-



Un des promoteurs, l'architecte Georges Marois, devant la maquette du Manoir Manrèse.

rectrice du Manoir, Mme Suzanne May Fontaine.

Des locataires intéressants

Projet audacieux, avec ses deux immeubles de neuf étages chacun, accrochés au flanc de la

falaise qui surplombe le quartier Saint-Sauveur, le Manoir Manrèse fait face à une bonne concurrence, dans le secteur, pour s'approprier les faveurs des résidents âgés de Montcalm. L'enjeu en vaudrait la

chandelle : le quartier Montcalm est, à Québec, celui où l'on retrouve actuellement le plus fort pourcentage de gens vieillissants et financièrement à l'aise.

Quand ils n'achètent pas un

condominium chic dans une des 10 ou 12 tours-à-condos-tous-services-fournis qui les entourent, ces personnes âgées sont locataires à l'habitat 435 ou 440, Le Saint-Laurent, les Jardins de Mérici, au Samuel-Holland ou à l'Hostellerie des Braves, où on leur offre conciergerie attentionnée, système d'intercom et surveillance de l'immeuble, cuisine avec poêle et frigo, stationnement intérieur, dépanneur, lavoir, piscine intérieure.

Pour damer le pion à son voisin immédiat et concurrent direct, l'Hostellerie des Braves, qui offre aussi une salle à manger et les services d'une infirmerie 24 heures sur 24, la direction du Manoir Manrèse a ajouté un bureau de médecin sur place, les services d'un podiatre, une chapelle et un service de pastorale, une caisse populaire, un salon de coiffure, un studio de peinture, un atelier de bricolage et le transport par minibus.

Formule à exploiter

La firme de publicité, marketing, communications et relations publiques Cossette a également été embauchée pour fournir des services d'animation auprès des personnes âgées locataires du Manoir Manrèse. Pour profiter de cette retraite-dorée-toute-équipée, les locataires paieront mensuellement entre \$640 (pour un studio) et \$1.500

(pour un 4 1/2 avec vue en principe « imprenable » sur Québec et les Laurentides), les repas, le service domestique et le stationnement intérieur en sus.

N'empêche que les 135 logements de la Phase I, terminée le 1er mai 1987, sont loués à 85 pour 100, indique Mme Fontaine. Et déjà 12 des 120 logements sur neuf étages de la Phase II, qui devrait être prête en juillet, ont trouvé preneur. Le Manoir Manrèse a été lancé par deux Montréalais, le Dr Jean-Jacques Gagnon, chirurgien à l'hôpital Jean-Talton, et l'architecte Georges Marois.

Ce type d'hébergement louant aux personnes âgées des services d'hôtellerie, d'infirmerie, de pastorale et de loisirs dans un même complexe immobilier et tout-compris-dans-le-loyer, existe depuis peu à Sainte-Foy, avec Les Jardins de Laval, voisin de l'hôpital du même nom. L'Hostellerie des Braves et le Manoir Manrèse voisinent pour leur part le Centre hospitalier Courchesne et l'hôpital du Saint-Sacrement.

Un autre projet immobilier semblable, offrant 92 unités semi-meublées de trois, quatre pièces ou studios, est actuellement en construction à Loretteville, sur les bords de la rivière Saint-Charles. L'Auberge Katerina sera également prête en juillet 1988. ●

L'industrie aéronautique au Québec bat de l'aile

◆ OTTAWA (PC) — Le président de l'Association des gens de l'air du Québec, M. Jean-Guy Carrière, estime que la situation de l'industrie aéronautique au Québec est si critique qu'il n'a d'autre choix que de requérir l'intervention du premier ministre Brian Mulroney.

Non seulement, dit-il, l'industrie subit-elle une érosion incroyable à Montréal au profit de Toronto, mais le personnel francophone occupant des postes clés à Air Canada a considérablement diminué.

Plus encore, ajoute-t-il, les francophones qui obtiennent des postes de commande dans la société d'État « ont dû démontrer qu'ils ont une certaine préférence pour l'anglais dans l'air ».

La situation est d'ailleurs telle, a-t-il évalué, dans le cadre d'une interview accordée au *Droit* d'Ottawa, qu'il est plus facile à un unilingue anglophone d'obtenir un poste de commandant à Air Canada, à Montréal, qu'il ne l'est pour un francophone qui a démontré des préférences pour le bilinguisme.

Présentement, a-t-il poursuivi, à cause du recul continu de l'industrie, les seuls débouchés pour les Québécois qui ont reçu leur formation en aviation au cégep de Chicoutimi sont en-dehors de la province.

« Il est donc fort peu probable qu'ils utilisent la terminologie apprise en français et on peut facilement concevoir que l'anglais devienne leur langue de travail si ce n'est d'avantage », a affirmé le président des Gens de l'air.

Éléphant blanc

Mais là où se loge le véritable sujet d'inquiétude quant à l'avenir de l'industrie aéronautique au Québec, c'est à l'aéroport de Montréal. Que deviendra cet aéroport? Mettront-ils un jour en marche tous les projets de développement qu'on avait prévus pour Mirabel?

À la veille de la nomination d'un directeur de l'aéroport par le gouvernement Mulroney, M. Carrière estime qu'il devrait s'agir non seulement d'un bon administrateur, mais également d'une personne d'envergure, d'un visionnaire, d'une personne qui satisfasse les exigences et les aspirations des gens d'affaires qui forment le conseil d'administration de l'aéroport.

Depuis 1976, a souligné M. Carrière, Dorval et Mirabel ont connu un déclin pour le moins évident. Alors qu'il y avait, en 1976, pas moins de 700 pilotes rattachés à l'aéroport de Montréal et 400 à Toronto, en dix ans la situation a pour ainsi dire changé du tout au tout avec le rattachement de 840 pilotes

à Toronto alors qu'on en compte plus que 460 à Montréal.

Trois volets

Le président de l'Association des gens de l'air, qui doit faire parvenir une lettre demandant une rencontre avec le premier ministre Brian Mulroney au cours des prochains jours, indique que son intervention devrait comprendre trois volets.

D'abord, la situation du français au sein de la société Air Canada, seule entreprise d'aviation où le gouvernement puisse encore intervenir pour que le bilinguisme soit une réalité; ensuite, le développement de l'aéroport de Montréal et, enfin, la privatisation d'Air Canada.

Les Gens de l'air ne s'objectent pas à la privatisation d'Air Canada, a dit M. Carrière, mais « il nous semble que celle-ci ne saurait se faire sans qu'on prenne des dispositions pour que ses acquéreurs s'engagent à respecter le bilinguisme ».

Commissaire aux langues

Cette clause ne saurait d'ailleurs être valable, a-t-il souligné, sans l'adoption de la loi modifiant les pouvoirs du Commissaire aux langues officielles qui devrait lui donner des outils lui permettant de voir réellement à son application.

À l'heure actuelle, a dit M. Carrière, n'importe qui peut restreindre l'utilisation du français à Air Canada, sans s'expliquer ni se justifier, en invoquant uniquement la sécurité.

Selon M. Carrière, ses demandes de rencontre avec M. John Crosbie et Mme Monique Vezina, respectivement ministre des Transports et ministre d'État aux Transports, au cours des derniers mois sont demeurées sans réponse. Les interventions du gouvernement du Québec n'ont également rien donné.

Le président des Gens de l'air du Québec a souligné que les 4.500 membres qu'il représente s'attendent à ce que le gouvernement conservateur soit beaucoup plus sensible aux attentes de toute la population du Québec. Il souhaite en outre, que le gouvernement augmente ses recherches spatiales au Québec, terre de la francophonie, dont les affinités avec la France, lieu d'innovation en ce domaine, sont évidentes. ●



Quelle buse!

L'ornithologue Jacques Lachance, de Berthier-sur-mer, admire une buse rouilleuse, qui a fait son nid au Musée du séminaire, dans le cadre de l'exposition « Chouette alors!... Les rapaces qui en ville ». Cette exposition itinérante du Musée Royal de la Colombie-Britannique nous fait découvrir hiboux, chouettes, faucons, aigles, vautours et buses, soit quelque 35 espèces d'oiseaux de proie du Canada. Une invitation pour ceux qui sont fascinés et...épouvantés par les rapaces. L'exposition se termine le 28 février.

Les agents de bord de Quebecair acceptent l'entente de principe

◆ MONTRÉAL (PC) — Les agents de bord de Quebecair ont accepté samedi soir dans une proportion de 66 pour 100 les offres patronales qui avaient fait l'objet d'une entente de principe entre les deux parties la semaine dernière. Les 49 salariés touchés retourneront au travail à compter de demain.

La veille, les quelque 200 employés au sol de la compagnie qui fait maintenant partie du groupe Inter-Canadien, avaient fait de même, acceptant les offres dans une proportion de 64 pour 100.

Le calme revient donc à Quebecair après un long conflit de travail qui a suivi de quelques mois à peine la vente de l'entreprise par le gouvernement du Québec au secteur privé.

Les deux groupes de salariés ont

dû accepter plusieurs concessions d'ordre monétaire pour sauvegarder leur sécurité d'emploi.

Les agents de bord en sont quittes pour une diminution de salaires de 7 pour 100, alors que les employés au sol ont dit oui au gel de leurs salaires pour les trois années que durera leur nouvelle convention collective.

Dorénavant, les deux groupes d'employés auront droit à quatre semaines de vacances après dix ans de service, plutôt que huit comme auparavant, et la demi-heure quotidienne prévue pour leur lunch ne sera plus rémunérée.

Par contre, la compagnie s'est engagée à maintenir un plancher d'emplois et à céder à chacun de ses employés 100 actions votantes du groupe Inter-Canadien.

Les agents de bord ont réussi également à maintenir à 75 heures par mois le nombre plancher d'heures de travail garanties par l'employeur qui voulait le faire descendre à 65.

« Les gens ne rentreront pas enchantés à leur travail, a déclaré M. Henri Lemelin, porte-parole syndical, samedi. Le climat sera tendu; ça ne jassera pas fort derrière les comptoirs, dit-il, surtout que d'autres employés de la compagnie aérienne, des cadres, sont venus prendre leur place pendant la grève. »

Les employés au sol retourneront progressivement au travail pour leur part à partir d'aujourd'hui et jusqu'au 27 janvier prochain.

Les deux groupes d'employés sont affiliés à l'Association internationale des machinistes. ●

Rien n'est réglé chez Domtar

◆ Le conflit à la compagnie Domtar de Donnacona persiste. Le lock-out décrété dans la nuit de vendredi à samedi était toujours en vigueur hier.

par Normand PROVENCHER

Les membres de l'exécutif syndical ont tenu quelques réunions au cours de la journée afin de faire le point sur la situation, selon les informations transmises par un interlocuteur joint en début de soirée.

À l'usine, aucun des contremaîtres restés en place pour assurer le fonctionnement minimum de l'usine n'a voulu émettre de commentaires.

préférant s'en remettre au cadre responsable des relations de travail, M. Normand Laprise, qui n'a cependant pu être contacté.

Samedi, les 425 travailleurs de la compagnie ont défilé calmement dans les rues de Donnacona pour manifester leur indignation à la suite de l'imposition du lock-out après que le syndicat eut mis fin, vendredi soir, à ses moyens de pression comme l'avait demandé la partie patronale.

Le conciliateur dans ce dossier devrait en principe contacter dès ce matin les deux parties pour tenter de rapprocher les deux parties. ●

Desjardins
Au cœur
de votre évolution
financière

CAISSE POPULAIRE

PRÊT
PLACEMENT

A partir de
11%

Taux recommandé par la Fédération des caisses populaires Desjardins de Québec à ses caisses populaires affiliées.
* Taux d'intérêt sujets à changement. ** Intérêts versés annuellement et à l'échéance.

REÉR
À TAUX FIXE

1 an
9 1/4%

30 mois
9 7/8%

5 ans
10 1/2%

À Rivière-au-Renard, rien de nouveau

Les citoyens de Rivière-au-Renard ont beau scruter tous les jours la mer, ils n'ont toujours pas trouvé d'indices révélateurs sur le sort réservé aux trois enfants d'Alfred et Murielle O'Connor. Seuls des objets ressemblant à des sacs auraient été aperçus en après-midi au large de l'Anse-au-Griffon mais personne n'a pu s'approcher d'assez près pour identifier ces mystérieuses formes.

par Isabelle JINCHEREAU

Selon le curé du village, l'abbé Gérard Henley, beaucoup de choses se promènent souvent au gré des courants du golfe Saint-Laurent. Il est donc possible que cela n'ait rien à voir avec le drame qui s'est déroulé, le 9 janvier, au quai de Rivière-au-Renard.

Ce jour-là, Alfred O'Connor, un homme de 37 ans, au moral miné, aurait empoigné ses trois fils âgés de 4 à 10 ans et les aurait jetés dans l'eau glacée. Puis, cet assisté, qui ne prenait pas du tout sa récente séparation d'avec son épouse, aurait rejoint Harold, Eric et Simon. Selon le scénario reconstitué par les enquêteurs de la Sûreté du Québec, ce triple meurtre, suivi d'un suicide, se serait déroulé entre 13h30 et 16h30.

Jusqu'à maintenant, seul le corps du père a été retrouvé par les plongeurs. Alfred O'Connor a été inhumé, jeudi dernier, à Cap-des-Rosiers, là où vit sa mère.

Demain, à 14h, la petite église de Rivière-au-Renard accueillera, lors d'une cérémonie de 40 minutes, la famille ainsi que les compagnons de classe d'Harold, Eric et Simon O'Connor. On veut ainsi rendre un dernier hommage aux trois jeunes disparus. Des écoliers réciteront la prière.

Plus le temps passe, plus les 3,600 habitants de cette communauté désespèrent de retrouver les petits corps. Hier, au quai du village, on remarquait déjà moins de curieux. Il y a bien quelques volontaires qui sondent les berges ça et là. Pour le reste, la vie reprend tranquillement le dessus. Mais la population de Rivière-au-Renard n'est pas près d'oublier ce grand malheur.

À Ville Saint-Laurent Un garçonnet se pend en jouant dans un arbre

●VILLE SAINT-LAURENT (PC) - Un garçon de 7 ans est mort, hier après-midi, alors qu'il jouait dans un arbre avec ses deux frères de 3 et 4 ans, à Ville Saint-Laurent, en banlieue de Montréal.

Selon la police, le petit Francis Boulard s'amusait à l'arrière de la maison de ses parents. Il avait pris appui sur un vieux châssis de bois

pour monter dans un arbre quand il a tout à coup perdu pied.

En glissant, le collet de son manteau s'est accroché à un bout de branche qui n'avait pas été coupée au ras du tronc.

Il est mort par asphyxie.

Ses deux frères n'ont pu lui être d'aucun secours étant donné leur jeune âge.

Quant aux parents de la victime, ils se trouvaient dans la maison. Sur le moment, ils n'ont eu connaissance de rien, a révélé la police.

Le corps du petit Francis a été transporté au laboratoire de médecine légale de Montréal, où une autopsie doit être pratiquée aujourd'hui.

12 morts accidentelles au Québec, en fin de semaine Deux Québécois tués dans un accident à Long Island

●(PC) - Au moins 12 personnes sont mortes accidentellement au Québec au cours du dernier week-end, dont sept dans deux accidents survenus, samedi, dans la région de Mont-Joli. Par ailleurs, deux Québécois ont péri, hier, dans une collision survenue à Long Island, dans l'état de New York.

En l'espace de cinq minutes et à environ une trentaine de kilomètres de distance, deux accidents survenus sur la route 132 longeant la côte gaspésienne, vers onze heures, samedi, ont causé la mort de sept personnes de la région du Bas-Saint-Laurent.

À Méti-sur-Mer, le conducteur d'une automobile a perdu la maîtrise de son véhicule, avant de frapper un camion-remorque qui venait en sens inverse.

Les quatre victimes sont Émile Boucher, 67 ans, et son épouse, Jeanne d'Arc, 59 ans, tous deux de Baie-des-Sables, ainsi que Gervais Boucher, 30 ans, et son épouse, Denise Turcotte, 26 ans, tous deux de Matane. M. Gervais Boucher était le fils du couple qui est mort dans la collision.

Moins de cinq minutes plus tard,

un autre accident est survenu sur la route 132, cette fois près de Saint-Joseph-de-Lepage.

La collision frontale a entraîné la mort d'Éric Lajoie, 20 ans, Pascal Perreault, 17 ans, et Michael Perreault, 13 ans, tous trois de Saint-Noël-de-Matapédia.

Un accident impliquant un automobiliste en état d'ébriété a entraîné la mort de deux Québécois, hier, dans l'État de New York. Guy Gauthier, un entraîneur de chevaux de 29 ans, et son épouse de 24 ans, Johanne, ont péri dans une collision survenue à Long Island. Le couple, qui résidait à Drummondville, effectuait un voyage d'affaires aux États-Unis.

À Kuujuaq, dans le nord de la province, Penina Adams, âgée de 62 ans, a péri dans la nuit de ven-

dredi à samedi après avoir été frappée par une motoneige.

Le conducteur de la motoneige s'est enfui. La police a arrêté par la suite un suspect, relativement à cette affaire.

Vendredi soir, à Beloeil, Francoise Singh-Ricour, 46 ans, de Lucerne, a péri lorsque sa voiture est entrée en collision avec un camion-remorque à la sortie 112 de l'autoroute 20, près de Beloeil.

Un garçonnet de 7 ans, Francis Boulard, s'est pendu accidentellement, samedi, à Saint-Laurent, en banlieue de Montréal. Tout laisse croire que l'enfant s'amusait avec des amis dans un arbre.

LES FAITS DIVERS Découverte de deux victimes de meurtre, hier, à Montréal

●MONTREAL (PC) - Deux cadavres, résultats des deuxième et troisième meurtres de l'année 1988, ont été découverts, hier, à Montréal.

Vers 10h15, un homme a été trouvé dans son appartement de la rue Poupard, le corps transpercé de plusieurs coups de couteau. Il a été poignardé au moins à quatre reprises à l'abdomen, a précisé la police.

Deux portefeuilles vides trouvés aux côtés de la victime laissent croire aux enquêteurs de la section des homicides que le mobile du meurtre est le vol. On ignore toutefois le montant subtilisé.

L'homme, dont l'identité n'a pas été révélée, était sans travail depuis un certain temps et habitait avec l'une de ses soeurs. Il était seul au moment de l'agression, sa colocataire étant à l'extérieur de la ville pour le week-end, a indiqué la police.

C'est une autre de ses soeurs qui l'a découvert. Elle avait essayé en vain de le joindre la veille au téléphone pour lui annoncer une mortalité dans la famille, quand elle s'est rendue chez lui, hier matin.

Le corps de la victime a été transporté au laboratoire de médecine légale de Montréal, où une autopsie sera pratiquée aujourd'hui.

Septuagénaire

Quant au troisième meurtre de l'année, il est survenu dans un appartement de la rue Saint-Hubert.

Le corps d'un homme de 75 ans a été découvert, vers 14h00, par les techniciens ambulanciers d'U-

gence-Santé, dépêchés sur les lieux à la suite d'un appel anonyme.

Selon les premières constatations, la strangulation ou l'étouffement seraient les deux causes possibles de la mort, qui remontait à plus de 24 heures.

Le vieillard était affligé de plusieurs plaies à la poitrine et avait la gorge tranchée, a précisé le sergent Richard Proulx, de la police de la CUM. Il gisait dans le corridor de son appartement et avait une ceinture de cuir autour du cou.

Les 3 jours de chaque semaine de L'HIPPOSSIBLE ASSIETTE

Les lundis - mardis - mercredis 11-12-13 et 18-19-20 janvier de 17h00 à 22h00

10 CUISSES de GRENOUILLES SUR LIT DE RIZ 6.95\$

8 LANGOUSTINES (Scampi) SUR LIT DE RIZ 7.95\$

Tous les jours, 11h à 14h MENU du JOUR 3.25\$



PLACE BOURG-ROYAL 1010, 80e Rue est Charlesbourg 628-4472

COURS DE CONVERSATION ANGLAISE

PROGRAMMES POUR TOUS NIVEAUX
COURS INDIVIDUEL OU PAR PETIT GROUPE
VIDEOCASSETTE (VHS OU BETA)
CASSETTE AUDIO (4 PISTES)

LPS UN NOM PRESTIGIEUX
3, Parc Samuel Holland, QUÉBEC

Pour plus de renseignements: 681-6375 Cours de culture personnelle

Avec ou sans rendez-vous
ACUPUNCTURE

GINETTE BOURQUE
M.D.T.C.M.
Clinique d'acupuncture
1673, route de l'Aéroport
Ancienne-Lorette
871-4533

Vendeurs — Représentants — Conseillers

voilà votre **STRATÉGIE DE VENTE** est-elle à point?

ROGER ST-HILAIRE
instructeur

VENTE STRATÉGIQUE
Vous apprendrez comment:

- conclure vos ventes
- répondre aux objections
- planifier vos entrevues
- accroître votre clientèle
- traiter les plaintes
- disposer de votre temps
- structurer votre territoire
- vendre votre personnalité
- vous motiver à vendre

QUÉBEC
● 4 et 5 fév. '88 ● 10 et 11 mars '88 ● 7 et 8 avril '88

Inscription en nombre limité Téléphonez dès maintenant
Cours de vente
Roger St-Hilaire (418) 626-7498

ASTROLOGIE
SOUPER-CONFÉRENCE
mardi, 19 janvier
à 21h30 (9h30 p.m.)

Invitée spéciale
Mme Louise Hallé (Madame Minou)

Menu spécial 15\$
taxe et service en sus

RESTAURANT
Maison ROMAINE
1380, chemin Sainte-Foy
Secteur 102-20
RÉS.: 681-0549

VOUS QUI AVEZ BESOIN DE LUNETTES
APPORTEZ VOTRE ORDONNANCE ET

épargnez **50%** sur toutes nos montures

PRENEZ RENDEZ-VOUS MAINTENANT
681-3578 — 681-3579 — 681-0982

Guy R. Girard
opticien d'ordonnances

1307, chemin Sainte-Foy (Face à l'église Saint-Sacrement)

Cette vente pré-inventaire se termine le 31 janvier 1988

NAUTILUS PLUS
COMBAT LE T.I.P.H.U.S.*
* Temps Introuvable Pour Humain Ultra Stressé.

DERNIÈRE SEMAINE!

Clinique Nautilus Plus
Rx TRAITEMENT DE FAVEUR

50% DE RABAIS

SUR L'INVESTISSEMENT INITIAL JUSQU'AU 26 JANVIER

Choisir un ou plusieurs des remèdes suivants:

- ARTICULE
- DIABÈTE
- MAIGRIR
- NEURALGIE
- OSTÉOPATHIE
- POUSSE
- RECHÈVE
- SCISSURE
- STRESS
- TIGRE
- YOGA

Posologie:
1. PRENDRE à la période de votre choix: le matin avant le travail; l'avant-midi; le midi à l'heure du lunch; l'après-midi; après le travail; en soirée.
2. RÉPÉTER 2 à 3 fois par semaine selon les besoins.

Nautilus
La forme au maximum

Club Avantage
1080, Bouvier, Charlesbourg
622-5005
Multi-club
4500 boul. des Gradins
Lebourgneuf
Charlesbourg
627-3441
Parc Samuel Holland
3, parc Samuel Holland, Ste-Foy
527-2577

VISA MasterCard

LE MONDE



Les Philippins aux urnes

Les préparatifs allaient bon train hier aux Philippines (photo), où la population est appelée à élire aujourd'hui plusieurs représentants locaux et régionaux. L'armée a été placée en état pour prévenir toute tentative de l'extrême droite pour perturber le déroulement du scrutin. Au moins 78 personnes, dont 36 candidats, ont été tuées au cours des six semaines qu'a duré la campagne électorale. L'armée attribue ces meurtres aux rebelles communistes, mais, selon la presse, ils sont le résultat de règlements de compte entre factions politiques rivales.

Arrestations au Nicaragua

♦ MANAGUA (AFP, NYTNS) - Sept dirigeants de l'opposition ont été arrêtés en deux jours au Nicaragua par les services de la sécurité de l'État, a-t-on appris hier de sources de l'opposition à Managua, alors que le président Daniel Ortega avait annoncé la veille que l'état d'urgence en vigueur dans le pays depuis 1982 était levé avec effet immédiat.

MM. Mario Rappacioli, Silviano Matamoros, Alberto Saborio et Julio Icaza, dirigeants du Parti conservateur du Nicaragua (PCN), MM. Agustin Jarquin et Duilio Baltodano du Parti social-chrétien ainsi que le président de la Commission pour les droits de l'Homme (CPDH), M. Lino Hernandez, ont été arrêtés dans divers endroits de la capitale, selon les mêmes sources.

Plusieurs de ces arrestations sont intervenues quelques heures après que M. Ortega eut annoncé au sommet des chefs d'État centraméricains à San José la levée de l'état d'urgence et son engagement à ouvrir un dialogue direct avec l'opposition, et notamment avec les rebelles anti-sandinistes.

M. Rappacioli, président du PCN, avait été arrêté une première fois vendredi et relâché samedi soir. Mais il a été de nouveau arrêté dans la soirée à son domicile alors qu'il revenait d'une réception à l'ambassade des États-Unis, selon les sources de l'opposition.

Le dirigeant social-chrétien Agustin Jarquin a été arrêté à l'aéroport de Managua à son retour du sommet de San José, a indiqué un membre de sa famille.

M. Hernandez et M. Matamoros, secrétaire politique du PCN, ont été arrêtés à leur domicile, selon la femme du dernier.

La semaine dernière, le ministère de l'Intérieur à Managua avait accusé les dirigeants de l'opposition d'avoir projeté de former un « front uni » avec les contras (opposition armée soutenue par Washington) pour perpétrer des « actions terroristes » au Nicaragua.

Jeudi, les autorités avaient averti l'opposition qu'une « enquête approfondie » allait être menée sur ceux de ses membres soupçonnés de préparer des actions conjointes avec les contras.

Aide aux rebelles
En dépit de la promesse du président Ortega de lever l'état d'urgence et d'ouvrir le dialogue avec les rebelles, le président Ronald Reagan va demander au Congrès qu'il vote une aide additionnelle pour les contras, a-t-on indiqué officiellement hier à Washington.

M. Roman Popiaduk, porte-parole de la Maison-Blanche, a précisé qu'une demande officielle dans ce sens doit être déposée au Congrès le 26 janvier, au lendemain du traditionnel discours du président sur l'état de l'Union.

La Chambre des représentants, fortement opposée à toute nouvelle aide aux anti-sandinistes, devrait se prononcer sur la demande présidentielle le 3 février. Selon une source officielle, M. Reagan demandera entre 50 et 100 millions de dollars US en aide militaire pour permettre aux contras de tenir jusqu'au mois d'août.

L'an dernier, l'administration Reagan avait annoncé qu'elle demanderait au Congrès l'autorisation de fournir aux contras une aide militaire et humanitaire de 270 millions de dollars US étalée sur 18 mois. Elle avait ensuite remis ce projet à plus tard pour rassurer ceux qui craignaient que le vote d'une telle aide ne mette en danger le processus de paix engagé à la suite de l'accord de paix centraméricain conclu l'été 1987 à Guatemala entre les chefs d'État de la région.

« Le Nicaragua, a ajouté M. Popiaduk, a déjà eu 150 jours pour se plier aux termes de cet accord, mais nous n'avons constaté jusqu'à présent qu'une série de promesses non

tenues, beaucoup de rhétorique et quelques mesures de façade ».

Pour sa part, le cardinal Miguel Obando y Bravo, l'archevêque de Managua qui a servi d'intermédiaire entre le gouvernement sandiniste et les insurgés, a déclaré hier que les concessions annoncées samedi par M. Ortega étaient encourageantes mais insuffisantes.

« On parle de démocratisation, mais pratiquement rien n'a été fait jusqu'à maintenant. Il reste beaucoup de chemin à faire », a dit le chef de l'Église catholique nicaraguayenne qui a souligné que les récentes arrestations dans les rangs de l'opposition ne contribuaient pas à l'instauration d'un climat de réconciliation et de paix ».

Le Nicaragua avait demandé, un peu plus tôt, l'arrêt de l'aide américaine qui, selon lui, constitue une menace pour le plan de paix. Mais l'auteur de ce plan, le président Oscar Arias du Costa Rica, avait cependant estimé que M. Ortega devait prouver sa bonne foi au cours des prochains jours avant tout arrêt de l'aide américaine aux contras. ♦

Cisjordanie: couvre-feu levé

♦ JERUSALEM (AFP, AP) - L'armée israélienne a levé hier soir le couvre-feu qui avait été imposé sur sept des 18 camps de réfugiés palestiniens de Cisjordanie occupée, a-t-on appris de source militaire à Jérusalem.

« Cette mesure a été prise en raison du retour au calme relatif constaté dans les localités palestiniennes et dans les camps de réfugiés de Judée-Samarie (Cisjordanie), mais en cas de regain d'agitation, le couvre-feu sera à nouveau imposé », a-t-on précisé de même source.

Le couvre-feu était en revanche toujours en vigueur hier soir pour quelque 200.000 Palestiniens vivant dans les huit camps de réfugiés de la bande occupée de Gaza. À l'exception de quelques incidents sporadiques, le calme y régnait hier, mais les villes étaient toujours para-

lyées par une grève du commerce, tout comme la partie arabe de Jérusalem.

Le recours systématique au couvre-feu, qui touchait un cinquième de la population totale des territoires occupés, avait été décidé mercredi dernier par le gouvernement, au terme de cinq semaines de violences ininterrompues que l'armée, malgré un impressionnant déploiement de forces, n'arrivait pas à juguler.

Au cours des 48 heures suivantes, tous les camps de Gaza passaient sous couvre-feu et, samedi, sept des 18 camps de Cisjordanie y étaient soumis à leur tour.

Suspension

Par ailleurs, la Cour suprême israélienne a décidé hier de suspendre provisoirement la mesure de déportation de quatre Palestiniens accusés de provocation anti-israélienne dans la Bande de Gaza.

Le juge Shlomo Levine a exigé de l'armée qu'elle explique pourquoi ces hommes devraient être déportés.

L'avocat des quatre Palestiniens, Me Felicia Langer, a précisé que cette fois le gouvernement pourrait annuler les ordres de déportation en raison des pressions internationales.

loto-québec Résultats

Tirage du 88/01/16

GAGNANTS LOTS	
6/6	2 5 552 801,40 \$
5/6 +	13 132 426,70 \$
5/6	438 3 005,60 \$
4/6	24 993 101,30 \$
3/6	518 575 10,00 \$

8 27 29 36 37 39

VENTES TOTALES 34 027 773,00 \$

PROCHAIN GROS LOT 88/01/20 (APPROXIMATIF): 1 700 000,00 \$

No complémentaire: 47

Super Loto

Tirage du 88/01/17

Le billet donne droit à deux tirages consécutifs.

NUMÉROS	LOTS	NUMÉROS	LOTS
1523004	1 000 000 \$	2251805	1 000 000 \$
523004	100 000 \$	251805	100 000 \$
23004	5 000 \$	51805	5 000 \$
3004	250 \$	1805	250 \$
004	50 \$	805	50 \$
04	10 \$	05	10 \$

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

COURS DE SERVICE au BAR

avec certificat de l'ÉCOLE des MAÎTRES au CHÂTEAU FRONTENAC

COURS de CONNAISSANCES des VINS

Permis culture personnel 749551 min. Education du Québec 692-0310

CONSULTOX

Spécialiste-conseil en programme d'aide aux employés

COMMENT COMBATTRE LE STRESS?

Consultox présente une série de sept conférences ayant pour but de vous aider à mieux comprendre et vivre ce phénomène.

Les thèmes abordés seront, entre autres:

- Le stress et sa dynamique
- Les particularités du "burnout" et de la dépression nerveuse
- Les facteurs, les contrôles et les comportements stressants
- La communication interpersonnelle
- Réévaluation des valeurs personnelles et sociales
- La simplicité, l'authenticité, l'excellence
- Le stress motivateur et créatif

QUAND: Cette série de conférences débutera le mardi 19 janvier à 20 heures et se poursuivra tous les mardis jusqu'au 1er mars inclusivement.

LE LIEU: Hôtel/Motel Kébécicois 600, rue Principale Saint-Romuald (Québec) Autoroute 20, sortie 314 nord

LE COÛT: 20\$ par conférence ou 120\$ pour la série

Paiement ou inscription après la première conférence. Pour réserver, téléphonez à: 833-6042 (service 24 heures)

Ces conférences peuvent également être dispensées dans vos entreprises ou organisations.

VIENS APPRENDRE L'ANGLAIS À CANADORE

dans un programme collégial unique, orienté vers l'expression orale, au magnifique campus principal

formulaires de demande disponibles de la polyvalente ou de nos bureaux.

renseignements sur bourses d'études disponibles auprès de la polyvalente.

*N.B. date d'échéance pour ces bourses: le 30 juin 1988.

Viens nous voir au Salon Duquesne de l'Auberge des Gouverneurs, 690, boulevard St-Cyrille est, de 19 hrs à 22 hrs, le mercredi 20 janvier et le jeudi 21 janvier.

Nous t'attendons!

Collège Canadore d'arts appliqués et de technologie C.P. 5001, North Bay, Ontario P1B 8K9

technique

nadeau*

♦ Exercices de régénéscence
♦ Plus de 100 000 adeptes

«Ma santé avant tout!»

"J'avais des douleurs dans le bas du dos depuis plus de vingt ans, ainsi que des faiblesses dans les bras. Celles-ci m'empêchaient de dormir et je ne pouvais plus fournir aucun effort dans mon travail à la maison.

Après deux mois de pratique de la technique d'exercices Nadeau, j'ai pu reprendre toutes mes activités. Grâce à la technique Nadeau, j'ai repris goût à la vie."

Mme France Couillard

SOIRÉE D'INFORMATION

Entrée libre - Informez-vous

♦ DANIEL RACINE 648-1514

19 janvier, 19h30	20 janvier, 19h30	21 janvier, 19h30
CENTRE D'URCHER	CENTRE MGR-MARCOUX	LOISIRS MONTCALM
290, rue Carillon St-Sauveur	1885, de la Canadière Limoulu	265, St-Cyrille ouest coin des Érables

* Marque déposée par le Centre Colette Maher inc.

Coût: 95\$ payable en 2 versements

♦ LOUISE HAMEL, CARLO ZANETTI 654-1483

19 janvier, 20h	20 janvier, 20h	21 janvier, 20h
675, Marguerite-Bourgeois Québec	LOISIRS ST-RODRIGUE 4840, av. des Loisirs Charlesbourg	LOISIRS STE-GENEVIÈVE 700A, rue Cherbourg Ste-Foy

DOUBLEMENT INTÉRESSANT

50% DE RABAIS

SUR TOUTES NOS MONTURES

À l'achat de lunettes complètes (verres et montures) d'ici le 13 février.

OPTIQUE LAURENTIENNE

Place Laurier, 653-8396

Galerie de la Capitale, 627-5860

Carrefour Neufchâtel, 842-9480

Galerie Chagnon, 833-1322

Réservez la date du 20

DécoMeuble

BEAUPORT
4175, boul. Sainte-Anne

SAINTE-FOY
2635, boul. Hochelaga

Alfonsin ordonne de réduire les troupes en rébellion

♦ BUENOS AIRES (AFP) — La crise en Argentine, née de la rébellion de l'ex-lieutenant colonel Aldo Rico, s'est sérieusement aggravée hier soir et un affrontement entre les troupes rebelles et les forces fidèles au gouvernement semble inévitable.

Le président Raul Alfonsin a ordonné hier soir à l'ensemble des forces armées « de réduire les unités de l'armée de terre en rébellion », a annoncé le ministre de l'Action sociale, M. Ricardo Barrios Arrechea, en quittant la résidence du chef de l'État.

Quelques instants auparavant avait pris fin une conférence réunissant au ministère de la Défense le détenteur de ce portefeuille, M. Horacio Jaunarena, le chef de l'armée de l'air et les commandants en second de l'armée de terre et de la marine.

De son côté, l'ex-lieutenant colonel Rico a affirmé qu'un soldat combat et ne négocie pas », lors d'une conférence de presse à Monte Caseros où il a installé son poste de commandement.

L'ancien officier a de nouveau réclamé une loi d'amnistie pour tous les militaires accusés de violations de droits de l'homme durant la période de dictature de 1976 à 1983.

Six unités de l'armée se sont déclarées en faveur de la rébellion au cours des dernières heures. Mais le lieutenant-colonel Aldo Rico ne peut apparemment compter pour l'instant que sur quatre d'entre elles, les forces loyales ayant étouffé les foyers qui constituaient le 21ème régiment d'infanterie de montagne, basé à 1,800 km au sud-est de la capitale, et le 35ème régiment d'infanterie motorisée, qui a ses quartiers à 2,800 km au sud.

Dernier en liste

Dernier en liste des unités à rejoindre la rébellion, le 19ème régiment d'infanterie, basé à San Miguel de Tucuman, à environ 1,200 km au nord-ouest de Buenos Aires, s'est rallié hier soir.

Ses hommes, qui disposent de la plus forte puissance de feu de la région, ont immédiatement commencé à fortifier les abords de leur camp.

De plus, outre le 4ème régiment d'infanterie, basé à Monte Caseros, à 750 km au nord de Buenos Aires, où il a installé son poste de commandement, le lt-colonel Rico a reçu l'appui de la 3ème compagnie du génie de cette même ville, du

161ème groupe d'artillerie de défense anti-aérienne cantonné à San Luis, à environ 700 km à l'ouest de Buenos Aires et, selon les autorités, de « quelques éléments » de la garnison de Paso de los Libres, ville située à 70 km au nord de Monte Caseros, éléments qui pourraient appartenir au 12ème régiment d'infanterie.

Combattre la révolte

Selon des informations parvenues de Santa Rosa, capitale de la province de la Pampa, des unités du 4ème corps d'armée auraient commencé à se préparer afin de réduire le foyer de révolte.

Aldo Rico, surnommé « Rambo » par ses partisans, avait fait trembler le régime lors d'une précédente mutinerie en avril dernier. Hier soir, à Monte Caseros, il a affirmé devant des journalistes présents dans cette ville que ses troupes étaient « bien équipées et ne se rendraient pas ».

Les rebelles se sont répandus dans toute la ville en vue de rendre difficile une éventuelle attaque d'artillerie lourde de la part des troupes loyales.

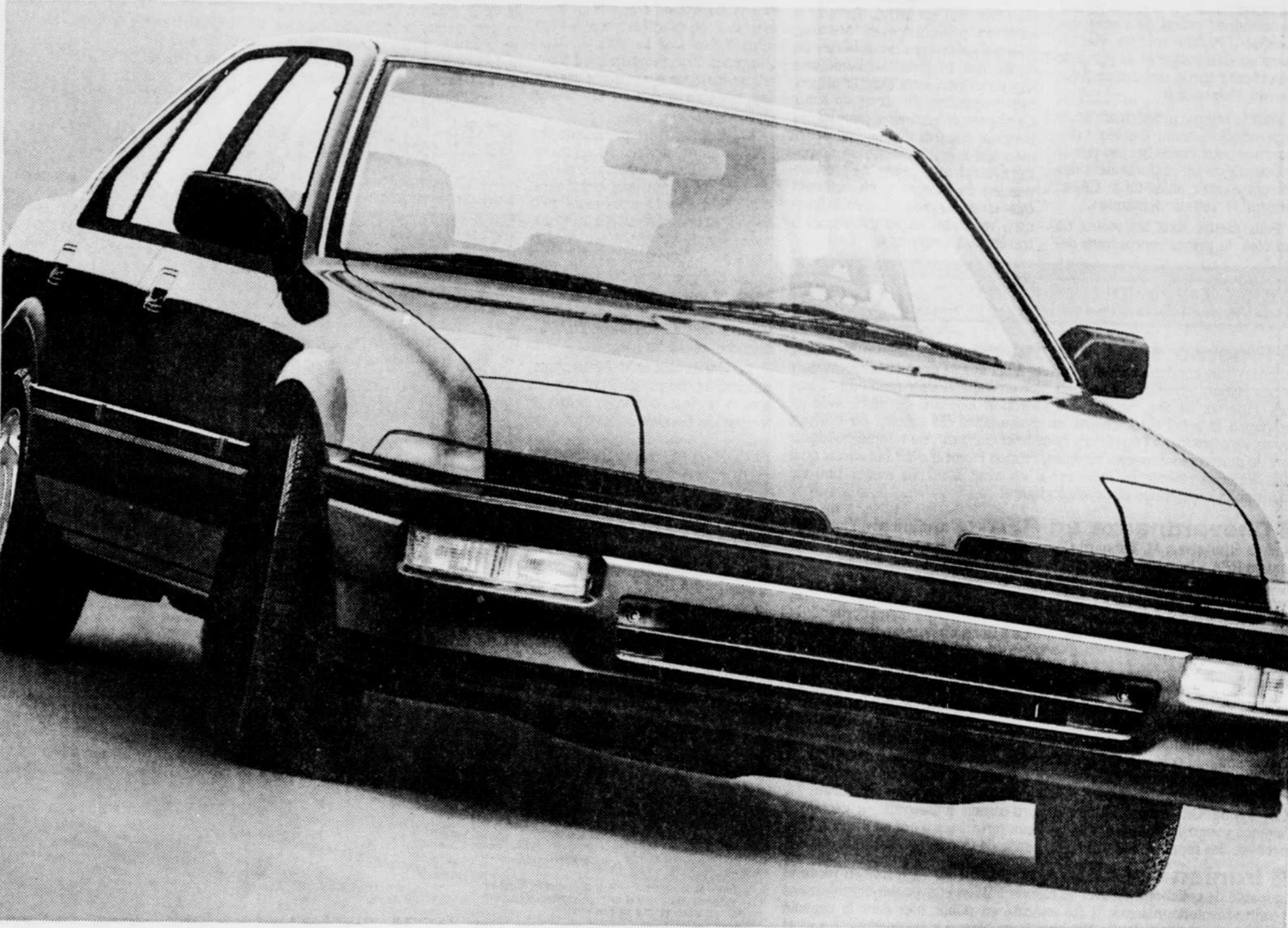
Apparemment, ils ont choisi cette tactique en étant persuadés que les troupes commandées par le chef d'état-major de l'armée de terre en personne, le général Dante Caridi, hésiteront à écraser la ville sous un déluge de feu et à risquer ainsi la vie de ceux des 10,000 habitants qui n'ont pu être évacués.

Des charges de dynamite ont été placées par les rebelles sur les ponts rendant ainsi problématique toute tentative de progression des chars.

Des unités loyales se dirigeaient hier soir vers la ville et un Boeing 707 des forces aériennes argentines a même transporté sur quelque 4,000 km des troupes stationnées dans l'extrême sud du pays, afin de contrôler la mutinerie. ●



Des soldats rebelles, ci-dessus, dirigés par l'ex-lieutenant colonel Aldo Rico, se disent prêts à affronter les troupes gouvernementales qui voudraient les déloger.



LA NOUVELLE INTEGRA 4 PORTES. ILS DÉCOUVRIRONT QUE C'EST UNE BERLINE SEULEMENT QUAND VOUS LES DOUBLEREZ.

La nouvelle Acura Integra 4 portes est naturellement dotée des caractéristiques propres à une berline. Il y a beaucoup d'espace pour la tête et les jambes à l'avant et à l'arrière. L'habitacle est luxueux et fonctionnel. Le coffre est évidemment très spacieux.

Toutefois, ce n'est pas tout ce qu'on peut mettre dans une Berline Integra qui la distingue des autres berlines. C'est tout ce qu'on en retire.

Grâce à son moteur de 1.6 litre à 16 soupapes et deux arbres à cames en tête dérivé de la course Formule 1, vous profitez d'une puissance impressionnante qui agrémente grandement la conduite.

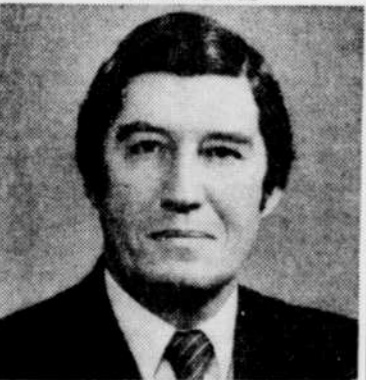
L'habitacle de la Berline Integra est un autre produit des leçons apprises sur la piste de course Formule 1. Tous les cadrans sont analogiques, de grandes dimensions et visibles d'un coup d'oeil. Les commandes utilisées le plus souvent sont à proximité du volant. Les sièges-baquets avant ont des côtés coussinés pour supporter le bassin. La fatigue de l'automobiliste est réduite par le dossier de forme ergonomique.

Il y a deux styles. Le style RS qui est doté de toutes les caractéristiques propres à une voiture sport de performance. Le style LS qui comprend les caractéristiques additionnelles tant recherchées dans une voiture sport de performance. Régulateur de vitesse, radio AM/FM stéréo avec lecteur de cassette et quatre haut-parleurs, lève-glaces et serrures électriques sur les modèles à 4 et à 5 portes.

Si vous optez pour la nouvelle Berline 4 portes, rien ne vous plaira davantage que de savoir qu'on parle de vous en disant "est-ce bien une berline qui vient de doubler?"

ACURA
LES VOITURES CONSTRUITES DE MAIN DE MAÎTRE.
Une division de Honda Canada Inc.
Votre avenir tient à votre conduite.

INSTITUT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DU CANADA (RÉGION DE QUÉBEC)
Hôtel Loews Le Concorde
Le jeudi 21 janvier 1988
à 12:00 heures



M. Benoît Morin

Monsieur Benoît Morin, secrétaire général et greffier du Conseil exécutif, sera le conférencier invité de l'Institut d'administration publique du Canada - Région de Québec. Le titre de la conférence sera: "La gestion de l'appareil gouvernemental: jalons pour l'action."

Pour information et réservation:
M. Laurent Lamoureux
Téléphone: 647-6661

RAPIDE, EFFICACE, ABORDABLE

Parlez l'anglais pour seulement 199.00\$*

Vous pouvez maintenant profiter du même enseignement de haute qualité qu'offre Berlitz dans ses programmes privés, pour seulement 6 \$ la leçon.

- Un prix extraordinaire. Le forfait comprend 27 leçons, un manuel et les droits d'inscription.
- Apprenez dans une ambiance amicale et détendue, en groupes de 5 à 7 étudiants.
- Nos instructeurs qualifiés parlent couramment la langue qu'ils enseignent.
- Cours offerts le soir ou le samedi.

*S'applique à un minimum de 5 étudiants.
En raison du nombre limité de places disponibles, il est recommandé de s'inscrire le plus tôt possible. Appelez dès aujourd'hui et renseignez-vous sur le programme Club Berlitz.

BERLITZ

5 Place Québec
529-6161

Montréal, Québec, Trois Rivières, Ottawa, Toronto, Edmonton, Calgary, Vancouver



ACURA OPTIMA
4901, boul. des Galeries, Québec
622-8180

LE MONDE

Cambodge: le dialogue reprend

♦ PARIS (AFP) - Le prince Norodom Sihanouk et le premier ministre du régime pro-vietnamien de Phnom Penh, M. Hun Sen, doivent aborder les problèmes de fond de l'épineux problème cambodgien en reprenant mercredi en France leur dialogue amorcé le mois dernier.

Après les grands espoirs suscités par leur première rencontre qui s'était déroulée à Fère-en-Tardenois (région parisienne) du 2 au 4 décembre, les deux hommes vont se retrouver devant une tâche ardue: entamer la négociation proprement dite, en tenant compte des intérêts divergents des différents protagonistes du drame cambodgien qui incluent le Vietnam, la Chine et, à un degré moindre, l'ensemble de l'Asie du Sud-Est.

Pour le prince, qui s'est efforcé d'occuper le terrain par une série de volte-face spectaculaires ces dernières semaines, il s'agit d'obtenir un calendrier précis de retrait des quelque 140.000 soldats vietnamiens au Cambodge et de parvenir à un accord sur le statut d'un futur Etat du Cambodge.

Pour le régime pro-vietnamien, il s'agit principalement d'obtenir des garanties pour empêcher un retour au pouvoir ou un renforcement des Khmers rouges, alliés de la Chine, pendant le retrait vietnamien.

Pour mettre tous les atouts de son côté, le prince rencontrera de-

main, à la veille de la reprise de son dialogue avec Phnom Penh, M. Son Sann, le leader d'un mouvement anti-communiste qui fait partie du gouvernement de coalition cambodgien anti-vietnamien, reconnu par l'ONU. Ce mouvement a fait savoir qu'il accepterait de se joindre au dialogue inter-cambodgien à condition que le Vietnam y participe ou s'engage solennellement à retirer ses troupes du Cambodge.

Les seuls grands absents de cette semaine cambodgienne seront les Khmers rouges, jusqu'à présent restés sourds à tous les appels à la négociation, et sans lesquels toute solution du problème cambodgien sera forcément très difficile. D'autant qu'avec leurs 30.000 soldats bien aguerris et puissamment armés par Beijing, ils constituent toujours la principale composante du gouvernement de coalition.

Selon des indications obtenues auprès de sources informées, M. Hun Sen, qui est arrivé hier soir à Paris en provenance de Moscou, pourrait présenter un calendrier de retrait des troupes vietnamiennes lors de sa rencontre avec le prince. Sur la question du statut du futur Cambodge en revanche, pour lequel le prince suggère un système parlementaire à la française, rien ne paraît avoir changé, le régime pro-vietnamien de Phnom Penh estimant que c'est au peuple cambodgien qu'il reviendra de se prononcer à travers des élections. ●

EN BREF...

■ **Piperno s'est rendu** - Franco Piperno, un physicien italien en fuite condamné en mai dernier à dix ans de prison pour formation d'organisation terroriste, est revenu hier en Italie et s'est rendu aux autorités. Piperno, 44 ans, est arrivé à l'aéroport Léonard de Vinci, avec sa compagne et leurs deux chiens, en provenance du Canada où il vivait depuis sept ans dans l'espoir d'y bénéficier du statut de réfugié politique. Lors de plusieurs interviews récentes, Franco Piperno avait fait savoir qu'il était décidé à revenir en Italie car il en avait assez de mener une vie « d'instabilité matérielle et psychologique ».

■ **Chevardnadze en RFA** - Le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, a déclaré hier à Bonn être venu en RFA « avec les intentions les meilleures et de grands projets » pour rencontrer les dirigeants ouest-allemands, et discuter avec eux « des futurs contacts au plus haut niveau » entre l'URSS et la RFA. M. Chevardnadze, qui effectue sa première visite en RFA, a ainsi confirmé qu'il aborderait la question d'une première visite cette année à Bonn du numéro un soviétique Mikhaïl Gorbatchev.

■ **La Corée du Nord nie** - L'ambassade de Corée du Nord en Yougoslavie a démenti hier que ses services ont fourni les explosifs utilisés pour faire sauter un Boeing de la compagnie sud-coréenne KAL en novembre dernier au-dessus de la Birmanie, tuant 115 personnes. Selon des enquêteurs sud-coréens, un agent nord-coréen avait remis à Belgrade les explosifs aux deux terroristes auteurs de l'attentat, une jeune femme, qui a avoué être un agent nord-coréen, et un septuagénaire, qui s'est suicidé. M. Kim Pyong Gil, chargé d'affaires nord-coréen à Belgrade, a déclaré à l'agence yougoslave Tanjug que les deux terroristes n'ont eu « aucun contact avec des représentants de l'ambassade de Corée du Nord à Belgrade ».

■ **Iranien exécuté en public** - Un Iranien reconnu coupable de collaboration avec le régime irakien et avec des organisations « contre-révolutionnaires », a été exécuté en public hier dans la capitale iranienne, a annoncé Radio-Téhéran. Reza Nazari a été condamné à mort par le tribunal de la révolution islamique de Téhéran pour « collaboration active » avec le régime de Bagdad et avec des « groupuscules contre-révolutionnaires » ainsi que pour avoir fait parvenir dans la capitale iranienne des bombes en provenance de l'Irak, a indiqué la radio.



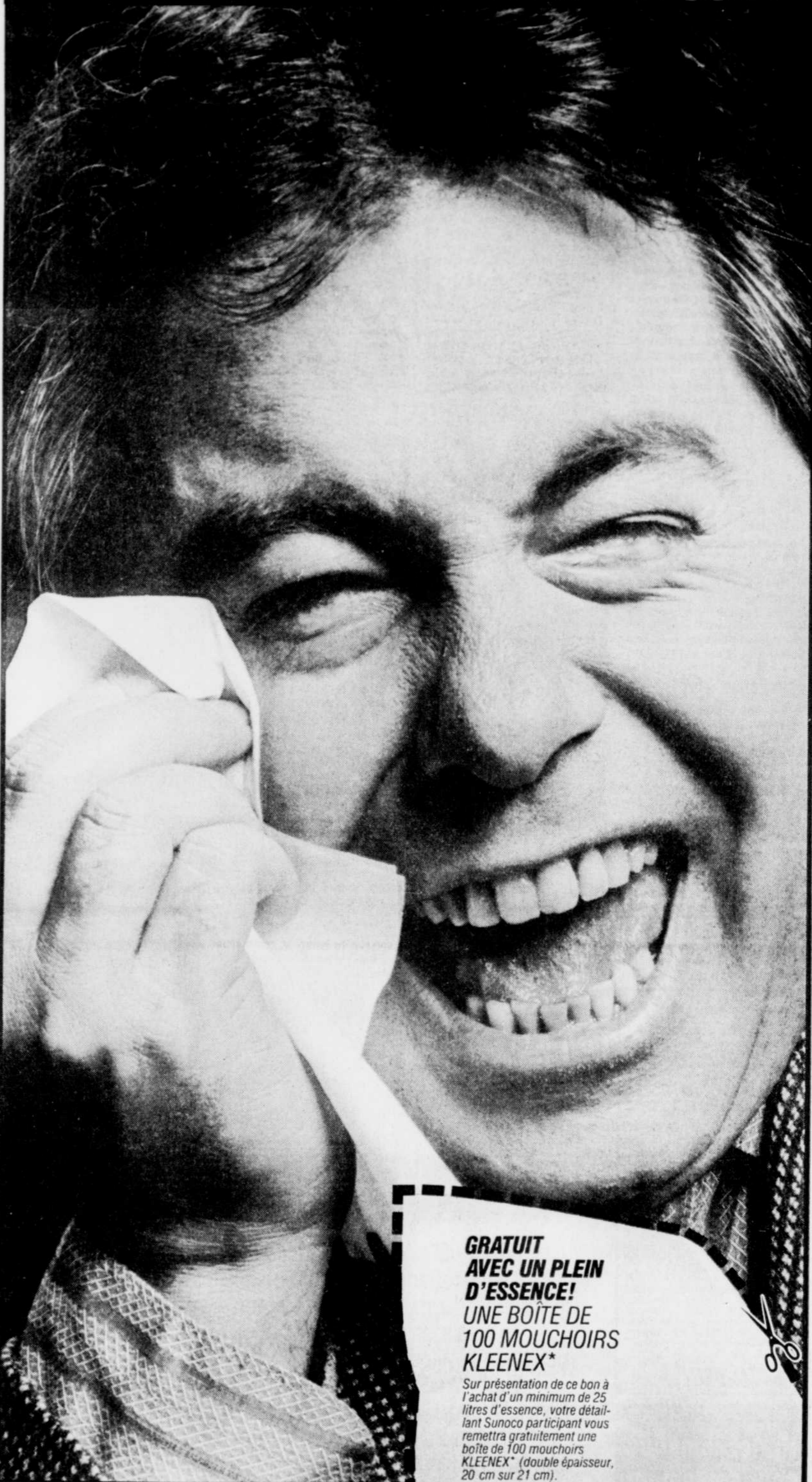
Vente spéciale de chaussures Dack

LA VENTE SPÉCIALE QUE LA PLUPART DES HOMMES ATTENDENT

Économisez jusqu'à 50%

5, PLACE QUÉBEC, QUÉBEC
529-9242

UNE OFFRE À FAIRE PLEURER DE JOIE!



**GRATUIT
AVEC UN PLEIN
D'ESSENCE!
UNE BOÎTE DE
100 MOUCHOIRS
KLEENEX***

Sur présentation de ce bon à l'achat d'un minimum de 25 litres d'essence, votre détaillant Sunoco participant vous remettra gratuitement une boîte de 100 mouchoirs KLEENEX* (double épaisseur, 20 cm sur 21 cm).

Limite d'un bon par client. Quantité limitée.

* Marque de commerce de Kimberly-Clark au Canada Limited.

Et pour sécher vos larmes, quoi de mieux qu'une boîte de mouchoirs KLEENEX* gratuite!

En effet, avec tout achat d'un minimum de 25 litres d'essence Sunoco et sur présentation du bon ci-inclus, vous recevrez GRATUITEMENT une boîte de 100 mouchoirs KLEENEX* (double épaisseur, 20 cm sur 21 cm).

De plus, avec tout achat subséquent d'un minimum de 25 litres, obtenez une autre boîte de mouchoirs KLEENEX* au prix incroyable de 19¢ et cc, tant qu'il y en aura. Venez vite faire le plein de douceur chez le détaillant Sunoco participant le plus près de chez vous!

Kleenex

SUNOCO